

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord

Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 5 au 18 novembre 2012 – n°110

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Bétons armés... par Michel Guilloux

La « politique de justice sociale » appelle désormais des actes, des actes véritables, des actes forts.

« On ne changera pas ce pays sans le peuple et encore moins contre lui. » Là est toute la question posée à la majorité de gauche au pouvoir comme à toutes les forces qui ont permis la victoire de François Hollande et la défaite de Nicolas Sarkozy, il y a à peine 6 mois. Certains voudraient nous faire croire que cela fait déjà 5 ans... Et que les Français qui ont voté seraient déjà amnésiques. Sans mémoire, ce serait se tromper lourdement; impatients, exigeants, dubitatifs, voire déçus, sans doute davantage. Personne n'a pensé voir son sort changer d'un coup de baguette magique. Mais lorsque l'on dit « le changement c'est maintenant », pareil engagement oblige. Il fut donc heureux d'entendre, fin octobre, le nouveau premier secrétaire du Parti socialiste en appeler au peuple dans la région de Jaurès, voire se rappeler à son bon souvenir. Rien ne se fera en effet sans lui. Il n'y aura aucun changement en profondeur, aucune rupture avec la «[rupture]» ultralibérale de la parenthèse sarkozyste, sans un mouvement populaire d'ampleur. Et, disons-le: un nouveau front populaire.

Harlem Désir l'a souligné à la tribune du congrès de la formation présidentielle, dénonçant «[un nouveau mur du privilège et de la rente, comme l'on parlait hier du mur de l'argent, dressé pour faire obstacle à notre politique de justice sociale]». Là résident les deux autres questions d'ampleur. Hier, ils tenaient les rênes du pouvoir pour servir exclusivement les intérêts égoïstes de leur caste. Aujourd'hui, ils déploient des efforts d'une brutalité sans précédent pour peser sur les choix de la nouvelle majorité. À droite, c'est la course à l'extrême. Et du côté patronal, le Medef a déclenché un tir de barrage à l'artillerie lourde. De Laurence Parisot aux jeunes vautours déguisés en pigeons jusqu'à, hier encore dans les colonnes ouvertes avec complaisance par un titre du milliardaire Lagardère. Les 80 patrons des plus grands groupes industriels et financiers du pays montent en première ligne pour décliner le diktat posé depuis un an: tailler le pays et l'Europe aux normes anglo-saxonnes. Leur «[tout pour le profit immédiat]» n'est pas un «[choc de compétitivité]», mais une régression de société, voire de civilisation.

Le nouveau locataire de la rue de Solferino défend jusqu'à des droits nouveaux pour les salariés. Le fait mérite d'être souligné. Hors les murs de la réunion toulousaine et à sa tribune même, on a évoqué les luttes des salariés de PSA, de Florange, de Technicolor, on a entendu les voix des Pilpa, des Sanofi, et de syndicalistes s'opposant à l'austérité, préfigurant l'appel à manifester lancé par les principales centrales syndicales françaises et européennes, le 14 novembre prochain. La voix des salariés et des citoyens doit s'entendre, et doit être aidée à se faire entendre face au concert des puissants qui soumettent le gouvernement à une pression sans précédent. La «[politique de justice sociale]», comme celle de relance industrielle attendue par des millions de salariés, de chômeurs, de jeunes comme de retraités, appelle désormais des actes, des actes véritables, des actes forts. Les élus communistes et du Front de gauche au Sénat comme à l'Assemblée se sont, depuis la victoire de la gauche, déclarés prêts à soutenir tout ce qui irait dans le bon sens, refusant tout ce qui s'apparente à la retombée dans les ornières qui conduirait dans le mur, comme l'acceptation du traité d'austérité Sarkozy-Merkel. Ils ont déposé des propositions de loi contre les licenciements boursiers. Ils font des amendements aux orientations budgétaires qui vont dans le sens du changement promis aux Français. Alors, si l'on veut s'attaquer au mur du privilège et de la rente...

Agenda

Réunion Indignés lundi 18H30
Réunions soutien aux Roms
le mardi 19h30 pique-nique ensemble quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

Lundi 5 novembre 20H30 projection-débat de « Tous cobayes » à La Turbine Cran

Jeudi 8 Repaire là-bas si j'y suis au Dersim - Meythet

Vendredi 9 20h30 Agora Bonneville Conférence « L'Algérie - 1962 et ses commémorations : naissance de l'État algérien et chemins de mémoire » par Julie Champrenault et Augustin Jomier

**SAMEDI 10 NOVEMBRE
FETE DE L'HUMA LYON**



Dimanche 11 16h30 projection de Blanche Maupas, à La Turbine (Cran) pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple

Mercredi 14 Novembre 2012 14H00 - Préfecture - Annecy

La CGT appelle les Salariés à utiliser leur droit de GRÈVE et avec les Retraités, les Chômeurs, à participer massivement à la Manifestation Départementale Unitaire



Congrès du PS : lettre de Pierre Laurent à Harlem Désir

Pierre Laurent
Secrétaire national du PCF
Sénateur de Paris

M. Harlem Désir
Premier secrétaire du Parti Socialiste

Paris, le 26 octobre 2012

Cher Harlem,

Retenu à Paris ce week-end pour deux importantes réunions du Parti de la Gauche Européenne que je préside – son conseil des présidents et une réunion exceptionnelle de parlementaires et élus européens, le « Parlacon » – je ne peux répondre à votre invitation au Congrès. Éliane Assassi, présidente du groupe CRC au Sénat et membre de la coordination nationale de notre parti, conduira cette délégation, également composée de Francis Parny et Marie-Pierre Vieu, membres de notre exécutif national, et de Pierre Lacaze, secrétaire départemental de la Haute-Garonne.

Votre congrès se déroule, nous en avons conscience, dans un contexte inédit depuis 10 ans : celui de la victoire de la gauche aux élections du printemps 2012 et celui d'une crise exceptionnelle du capitalisme financier, de la zone euro et de l'Union européenne.

Le Parti Communiste Français et ses partenaires du Front de gauche ont, en rassemblant plus de 4 millions de voix, contribué à tourner la page du sarkozysme en France. Reste pour la gauche à tourner celle de cette crise en France et en Europe.

Le redressement de notre nation et la réorientation profonde de l'Union européenne, par une politique de combat contre le capitalisme financier et pour le monde du travail, pour une société de solidarité et de justice sociale, sont l'urgence pour engager une sortie de la crise. L'austérité et toutes les vieilles recettes patronales de compétitivité basées sur l'écrasement du « coût du travail » sont une impasse. Les derniers chiffres, alarmants, du chômage le confirment s'il en était encore besoin.

C'est ce que nous ont dit les Françaises et les Français en votant pour le changement et la rupture avec les années Sarkozy. Il serait désastreux de les décevoir. Les communistes veulent rendre le changement possible et feront tout ce qui peut être utile au rassemblement et à l'action pour qu'il advienne.

La droite et le grand patronat, sonnés par la défaite de leur champion, sont vite remontés sur le ring. Ils refusent le verdict issu des urnes et mènent une offensive quotidienne qui vise à maintenir les choix gouvernementaux sous la pression constante des marchés financiers, des grands groupes, de leurs exigences de rentabilité, de la Troïka européenne et des lobbies des plus gros actionnaires. Il nous paraît possible d'y résister et d'engager la France dans la voie du redressement social et productif, écologique et démocratique en s'appuyant sur la volonté populaire de changement, sur la mobilisation des forces sociales, citoyennes, syndicales et politiques disponibles.

Or, comme tu le sais, nous sommes pour le moment inquiets du cours pris par la politique gouvernementale.

La ratification du traité européen sans véritable renégociation, l'austérité budgétaire programmée pour l'État, la protection sociale comme pour les collectivités locales, le manque de combativité et de vision alternative face aux licenciements boursiers et aux plans massifs de suppressions d'emplois, l'absence d'ambition pour les services publics, la politique industrielle et énergétique, le renoncement au droit de vote des étrangers... tout cela nous préoccupe au plus haut point.

Notre attitude est claire. Notre combat est en totale opposition à la droite et à l'extrême-droite. Avec le Front de gauche, nous avançons d'autres solutions et voulons convaincre la gauche qu'elles seraient plus efficaces à sortir notre peuple et notre pays de la crise. Nous appuyons tout ce qui va et ira dans le sens du changement voulu par les Français. L'ostracisme à l'égard de nos propositions n'est pas une bonne méthode, il est même un des problèmes de la situation actuelle.

C'est dans cet état d'esprit que travaillent notre parti et nos militants, nos élus à tous niveaux, nos parlementaires. J'espère que nous aurons l'occasion d'en parler de vive voix, ainsi qu'avec nos camarades d'Europe Écologie Les Verts. Nous souhaitons le débat et la confrontation constructive.

Sois assuré, Cher Harlem, de mes salutations fraternelles.

Sénat / Texte énergie : « Quand on est de gauche... parlons-en »

Guillaume Bachelay, parmi d'autres, adresse quelques leçons de « gauchitude ». Exercice hasardeux étant donné que... quand on est de gauche, on ne s'attaque pas à la péréquation tarifaire de l'énergie (même tarif quel que soit son lieu d'habitation) qui garantit de traitement égalitaire entre les Français. Quand on est de gauche, on ne propose pas une loi élaborée sans aucune concertation avec les différents acteurs que sont les usagers et leurs associations, les élus, les organisations syndicales. Quand on est de gauche, on s'attaque aux hausses incessantes du prix du gaz qui provoquent un niveau de précarité énergétique jamais atteint. Quand on est de gauche, on ne court pas après le patronat en abandonnant l'engagement de campagne du candidat Hollande concernant une grande réforme fiscale. Quand on est de gauche, on propose en urgence un projet de loi pour protéger les salariés licenciés ou menacés de l'être. Quand on est de gauche, après 10 années de droite, on commence par s'occuper des salaires, du pouvoir d'achat, des services publics.

Enfin, à l'argument qui vise à sous-entendre que les sénateurs Front de gauche ont voté main dans la main avec la droite, je ne résiste pas au fait de répondre que ce sont bien les parlementaires socialistes qui ont voté avec l'UMP le traité budgétaire européen qui promet l'austérité au peuple.

Donc, quand on est de gauche, on refuse le traité Sarkozy-Merkel et on combat l'austérité et toutes les vieilles recettes patronales de compétitivité basées sur l'écrasement du « coût du travail ».

Que Guillaume Bachelay soit rassuré : nous appuyons tout ce qui va et ira dans le sens du changement voulu par les Français. Et, comme l'observait Pierre Laurent dans son courrier à Harlem Désir, « l'ostracisme à l'égard de nos propositions n'est pas une bonne méthode, il est même un des problèmes de la situation actuelle », comme nous venons de le constater au Sénat.

Le PCF et les parlementaires du Front de gauche exigent que leur parole soit écoutée, entendue et respectée.

Longuet / Algérie : « Le bras du déshonneur »

Lorsqu'on lui dit que la France devrait reconnaître les crimes du colonialisme en Algérie, Gérard Longuet répond par un bras d'honneur... qu'il continue de revendiquer ensuite. On aurait apprécié davantage de dignité républicaine de la part d'un ancien ministre, davantage de respect pour le peuple algérien et pour la vérité historique des crimes d'État du colonialisme en Algérie.

En réalité, par son acte vulgaire, stupide et brutal Gérard Longuet nous rappelle tout simplement son passé de militant d'extrême droite dans le groupe « Occident » aux pratiques violentes, et aux valeurs -si l'on peut dire- qui vont avec. Gérard Longuet ne mérite que le mépris. Il tombera dans les oubliettes d'une histoire qu'il feint de pouvoir défier impunément.



A lire
L'Humain d'abord,
programme du Front
de Gauche.
Demandez-le aux
militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric,
directeur de l'Humanité
et député européen,
décrypte les menaces
du nouveau traité
européen.



Rejet du texte énergie au Sénat: "qu'on nous entende !"



La sénatrice Éliane Assassi a demandé mercredi au gouvernement d'entendre les communistes, qui "ne sont pas dans l'opposition, mais dans la majorité", et de discuter avec eux.

Sur France Inter, la présidente du groupe Communiste, républicain et citoyen (CRC) au Sénat commentait le rejet dans la nuit de la proposition de loi d'initiative PS sur les tarifs de l'énergie, par le vote d'une motion d'irrecevabilité communiste avec les voix UMP et centristes. "N'invertissons pas la chose", s'est insurgée l'élue de Seine-Saint-Denis, comme on lui disait que les communistes avaient mêlé leurs votes à ceux de droite et au centre. "C'est plutôt la droite qui, de façon totalement opportuniste, s'est saisie de la motion d'irrecevabilité déposée par mon groupe, pour mettre en difficulté le gouvernement".

"La droite comme l'extrême droite sont nos pires adversaires politiques", a ajouté Mme Assassi, "ce sera toujours le cas".

"Je demande qu'on nous entende, que les élus communistes, qui ne sont pas dans l'opposition mais dans la majorité, soient entendus, qu'on en discute et peut-être qu'on n'arriverait pas à ce genre de situation", a-t-elle dit. "Le gouvernement doit nous respecter, nous entendre". "Mettons-nous autour d'une table, discutons, nous sommes des partenaires, nous devons être reconnus comme tels", a insisté Mme Assassi. "Ma boussole, ce n'est pas les états d'âme du Premier ministre", a-t-elle objecté, comme on lui faisait observer qu'un second vote droite-PCF est intervenu mercredi en commission au Sénat sur la loi de programmation budgétaire, alors que le chef de gouvernement est en difficulté. "Ce ne peut pas être une posture de ne pas dire ou ne pas faire parce que M. Ayrault est dans une situation pas très confortable en ce moment", selon la sénatrice.

"Il faut que nous soyons reçus et entendus", dit celle qui attend "une rencontre avec le Premier ministre qui entende ce que nous avons à proposer" pour qu'"on aille un peu plus vers des logiques de rupture avec les politiques d'austérité en œuvre aujourd'hui".

Mme Assassi a rappelé que l'adoption du traité européen avait été acquise "par le parti socialiste et par la droite".

Le PCF condamne les attaques militaires israéliennes dans la bande de Gaza

Depuis lundi matin (22/10), l'armée israélienne a lancé une série d'attaques militaires d'envergure dans la bande de Gaza. Plusieurs bombardements et des mouvements de troupes terrestres ont été signalés près de la localité de Beit Anoun.

Les civils sont les premières victimes de la destruction des infrastructures publiques. Ces opérations militaires visent à maintenir un climat de peur et d'oppression permanente sur la population, au moment de l'ouverture de négociations afin de faire parvenir des matériaux de construction offerts par le Qatar. L'usage de la force militaire à Gaza n'a jamais empêché le tir de roquettes vers Israël, au contraire elle participe à l'escalade des violences.

De plus, l'usage de la force militaire est irresponsable et criminel dans une zone où la concentration démographique est l'une des plus importantes au monde. Depuis 2007, la bande de Gaza est victime d'un blocus total et illégal qui n'a réussi qu'à renforcer la mainmise du Hamas et qui, selon les Nations unies, a précipité le peuple palestinien de Gaza dans une extrême précarité.

Le PCF condamne ces attaques. Le blocus doit être levé et les Palestiniens, libres d'exercer leurs droits les plus fondamentaux, par le biais de leurs institutions reconnues internationalement. Tel est le chemin de la Paix.

Ayrault/35h : « assumer d'être de gauche au lieu de multiplier les clins d'œil au patronat »

Mardi 30 Octobre 2012

Communiqué du PCF

Ce matin, le Premier ministre s'est adonné à un formidable rétropédalage sur les 35 heures.

Dans Le parisien d'abord, il juge que le débat sur les 35 heures doit être sans tabou, pour quelques heures plus tard sur France info, dire sa ferme opposition au retour aux 39 heures. Au delà du rectificatif bienvenu de Jean-Marc Ayrault, force est de constater que la propension du gouvernement à devancer le moindre desiderata du patronat fait frémir.

Le Premier ministre veut des débats sans tabou ? Fort bien, le Front de gauche en a plein sa besace. Taxation des méga-profits, hausse des salaires, interdiction des licenciements boursiers, développement des services publics ou planification écologique... une série de thématiques qu'il ne faut surtout pas s'interdire de mettre en débat. A condition bien sûr d'assumer d'être un gouvernement de gauche, au lieu de multiplier les clins d'œil au patronat.

Mariage homosexuel / PMA : « reculades du gouvernement et projet trop timide »

Le Premier ministre vient de confirmer que le projet de loi ouvrant le droit au mariage à tous les couples ne serait pas accompagné des droits à fonder une famille pour les couples de même sexe.

Ce recul est inadmissible. Toutes les questions concernant la reconnaissance des différentes formes de famille, l'accès réel à l'adoption pour tous et toutes, la procréation médicalement assistée pour les couples de femmes, l'aménagement des filiations correspondantes aux réalités sociales d'aujourd'hui... toutes sont remises à plus tard.

Conscient des mécontentements que son projet va susciter, le Premier ministre promet en effet une autre loi pour le futur.

Mais si dès le début le gouvernement recule et cède aux pressions homophobes et réactionnaires, celles-ci profitant de ce répit pour accroître leur pression sur l'opinion, il en sera évidemment de même plus tard.

Nous comprenons la déception et le désappointement de toutes celles et ceux qui pensaient qu'enfin l'égalité allait significativement progresser et ne pouvait ainsi être douloureusement morcelée.

Le PCF dénonce les reculades du gouvernement. En indiquant en substance que les Maires qui ne souhaiteront pas marier des couples de même sexe pourront déléguer un autre membre du Conseil municipal, le Premier ministre commet un manquement grave aux principes de notre République, puisqu'ainsi il invite des élus à se dispenser d'appliquer la loi.

Avec ce projet trop timide, le PCF regrette ces renoncements à mener une vraie politique de gauche. Le PCF, ses élu-e-s et et le collectif « Fier-e-s & Révolutionnaires » poursuivront et accentueront leur action pour une vraie émancipation humaine pour tous et toutes.

Parti Communiste Français et son collectif « Fier-e-s & Révolutionnaires »,

Paris, le 12 octobre 2012.

Appel des grands patrons : Nous ne laisserons pas Parisot nous faire la peau!

Lundi 29 Octobre 2012

Hier dans le Journal Du Dimanche, les patrons du CAC 40 ont publié une lettre adressée au Président de la République pour exiger une baisse sans précédent des dépenses publics et des cotisations, ce qu'ils appellent le « coût du travail ».

Notre génération connaît trop bien les résultats de cette politique: 30 ans de dispositifs précaires exonérés de cotisations pour l'emploi des jeunes ont abouti à l'explosion du chômage et à nous enfermer dans la précarité au nom des profits! Cette logique de flexibilisation du marché du travail, d'attaques contre nos protections nous les connaissons trop bien car nous en faisons les frais au quotidien.

C'est pour en finir avec ces politiques de l'emploi suicidaires que plus de 60 organisations politiques associatives et syndicales ont signé un texte commun pendant la campagne présidentielle intitulé « pour un bing bang des politiques de la jeunesse ».

Comme la rappelait récemment Maryse Dumas dans une tribune publiée dans l'Humanité, « Historiquement, trois facteurs rendaient la France attractive aux investissements: la qualité du travail et le niveau de qualification, la santé des salariés, les infrastructures collectives et de service public. Qu'en est-il aujourd'hui? La flexibilité n'améliore pas la compétitivité du pays, elle la compromet! »

Les patrons pour se gaver encore plus nous emmènent droit dans le mur et mènent l'offensive pour faire plier un gouvernement déjà bien prompt à leur céder.

Le Mouvement Jeunes communistes a donc décidé de multiplier les rassemblements unitaires devant les sièges du Medef à partir du 5 novembre et jusqu'au 14 novembre, journée de mobilisations contre les politiques d'austérités à l'appel des syndicats. Nous invitons les 67 organisations signataires du texte "pour un bing bang des politiques jeunesse" à nous rejoindre. Nous ne laisserons pas Parisot nous faire la peau!

Pierric Annoot, Secrétaire Général du MJCF

Salles de shoot : « le débat ne doit pas porter sur le bien ou le mal »

En matière de santé, le débat ne devrait pas porter sur le bien ou le mal, mais sur la meilleure prise en charge des personnes malades dans le respect de leur intégrité, simplement parce que tous sont des humains.

Le gouvernement ne doit pas tomber dans le piège dans lequel voudrait l'enfermer la droite, en le faisant passer pour irresponsable. La politique ultra-répressive menée sous Sarkozy pendant des années, a été un échec total.

La prévention des addictions, la réduction des risques, la prise en charge et le soin doivent être les fondements d'une grande loi de santé publique avec une prévention importante et une politique d'éducation ambitieuse dont il est urgent de lancer l'élaboration.

Une stratégie de réduction des risques doit se décliner au cours de l'accompagnement des personnes dépendantes. Les salles de consommation doivent permettre, dans un contexte d'éducation à la consommation à moindre risque de réduire l'ensemble des méfaits, sociaux comme médicaux, liés à ces pratiques.

Il faut abroger la loi de 1970 et promulguer une loi de santé publique articulant prévention, réduction des risques, prise en charge et soin.

La poésie ne supporte pas l'austérité !

Le Printemps des Poètes existe depuis 1999. Prenant sa place parmi d'autres manifestations comme la Fête de la Science, les Journées du Patrimoine, Lire en Fête ou la Fête de la Musique, il fut initié par Jack Lang, à l'époque ministre de l'Éducation nationale.

Le Printemps des Poètes a pour caractéristique de s'appuyer sur le réseau de la communauté éducative sur tout le territoire, d'être doté d'une véritable direction artistique permanente, et depuis 2001 d'être un Centre de ressources national. Il constitue ainsi le cœur d'un réseau de plus de 15 000 initiatives dédiées à la poésie chaque année dans toute la France, du plus petit village à la grande métropole régionale. International dès sa naissance, le Printemps des Poètes a trouvé écho dans près de 60 pays, et suscité la création de plusieurs manifestations analogues (Montréal, Boston, Turin...).

Né de la volonté du ministère de l'Éducation nationale, il a su mobiliser des milliers d'enseignants et d'associations d'éducation populaire, dont l'intérêt ne s'est jamais démenti depuis sa création. Le Printemps des Poètes, issu des « Arts à l'école », dispositif créé par la gauche pour favoriser l'éducation artistique à l'école mais aboli dès le retour de la droite au pouvoir en 2002, pouvait espérer voir son rôle réaffirmé en 2012 et ses moyens pour le moins confortés dès 2013 par un ministre de tutelle dont le décret de nomination stipule expressément, dès son article 1er, qu'« Il veille, conjointement avec les autres ministres intéressés, au développement de l'éducation artistique et culturelle des enfants et des jeunes adultes tout au long de leurs cycles de formation. »

Il n'en est rien. La part du ministère de l'Éducation nationale dans le financement du Printemps des Poètes était, à l'origine, majoritaire. Alors que la part du ministère de la Culture, de 44 % en 2001, était passée à 63 % en 2011 pour un subventionnement resté constant, la part du ministère de l'Éducation passait de 56 % en 2001 à 37 % en 2011, en érosion constante depuis 2003. On aurait pu espérer que le retour de la gauche en 2012, alors que le Président de la République affirme haut et fort la priorité qu'il entend accorder à la jeunesse et à l'éducation, se traduise par un début de redressement du financement du Printemps des Poètes par le ministère de l'Éducation.

C'est le contraire qui s'est produit. Le ministère de l'Éducation nationale vient d'annoncer au Printemps des Poètes, en milieu d'année, alors que tous ses engagements budgétaires sont pris et que l'édition 2013 est en pleine préparation, une amputation de sa subvention 2012 de 60 000€! Cette mesure brutale et inattendue met en cause la survie même du Printemps des Poètes, l'une des manifestations les plus indispensables au développement culturel et éducatif de notre pays.

Au nom du PCF, je demande instamment au ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon d'annuler immédiatement cette mesure budgétaire injuste et incompréhensible, et que les deux ministères concernés ouvrent d'urgence avec les responsables du Printemps des Poètes une concertation en vue d'en renforcer les moyens et d'en conforter les missions.

Alain Hayot, délégué national à la Culture du PCF

Législatives en Ukraine : Percée des communistes avec 15,04% des voix

Les Ukrainiens étaient appelés à élire 450 députés à la Verkhovna Rada Oukraïny ou Rada . Le taux de participation s'est élevé à près de 58%. Il seront 5 partis ou coalition à se qualifier à l'issue de ces élections. Le Parti des Régions (PoR) du Président Viktor Ianoukovitch obtient 35,44% des voix, il remporte de loin cette élection face à son rival, L'alliance Batkivchtchina de l'ex-première ministre Ioulia Timochenko (opposition) , qui ne rassemble que 21,65% des voix.

Le grand gagnant de ces élections est le Parti Communiste d'Ukraine qui réalise là une performance électorale majeure. En 2007, lors des dernières législatives, le KPU obtenait 5,39% des voix. Les communistes ukrainiens réalisent une poussée de plus de 9,6 points et se qualifient à la 3ème place en obtenant près de 15,04% des voix (bien au delà des prévisions des sondages qui lui donnaient entre 10 et 12%).

Cette performance, bien qu'elle ne se concrétise pas sur les circonscriptions uninominales gagnées par le Parti des Régions ou les oranges, montre un renouveau du KPU et de son programme électoral (détaillés dans des articles antérieurs sur ce blog). Dans les régions il faut saluer les belles performances du KPU.

Le détail : http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Legislatives-en-Ukraine-%C2%A0-Percee-des-communistes-avec-1504-des-voix_a5714.html

Arrestation et extradition d'Aurore : Valls doit s'expliquer

Face aux réactions de colère et d'incompréhension suite à l'arrestation et à l'extradition d'Aurore Martin, le PS a organisé la défense de Manuel Valls. C'est le président de la commission des Lois de l'Assemblée nationale, Jean-Jacques Urvoas (PS), qui s'en charge en précisant qu'il n'y avait "aucune raison" de reprocher au ministre de l'Intérieur l'interpellation d'Aurore Martin, car elle ne "relève pas de sa compétence".

Il faudra éclaircir cette question puisque Aurore Martin a été arrêtée par la gendarmerie puis livrée aux autorités espagnoles dans la foulée.

Par delà le débat soulevé par l'exécution, pour la première fois dans notre pays, d'un mandat d'arrêt européen, comment expliquer que cette arrestation intervienne, alors qu'Aurore Martin avait décidé de ne plus se cacher depuis plusieurs mois, tout juste après les propos incendiaires de Manuel au journal espagnol "El pais" au sujet de la création d'une collectivité territoriale basque. Face aux nombreuses réactions politiques dénonçant l'amalgame entre le débat sur la réforme territoriale et le processus de paix, le ministre de l'Intérieur a-t-il voulu reprendre la main avec l'arrestation d'Aurore Martin ? Face à ce questionnement, comment ne pas ressentir un profond malaise ? Manuel Valls doit donc s'expliquer.

Ce que Monsieur Urvoas devrait mesurer, c'est une chose assez simple. Depuis son arrivée place Beauvau, M. Valls semble vouloir prendre modèle sur la méthode et le style Sarkozy lors de son arrivée au Ministère de l'intérieur au printemps 2002. Il a a bien autre chose à faire.

« la radiation à vie d'Armstrong met fin à une organisation mafieuse du dopage » (PCF)

Nous nous félicitons de la radiation à vie de Lance Armstrong par les instances sportives qui met fin à une organisation mafieuse du dopage qui a longtemps régné dans les compétitions cyclistes internationales. Nous saluons l'opiniâtreté et le courage de l'agence américaine de lutte antidopage pour avoir été jusqu'au bout de son enquête et démasquer les fraudeurs.

Nous avons une pensée pour ces innombrables coureurs cyclistes qui ont rejeté ce système, vu leur carrière brisée, qui ont eu le courage de dénoncer au prix d'être mis à l'index du peloton tels Christophe Bassons et tant d'autres avec lui.

Le Président de l'UCI a déclaré « cette affaire est sans aucun doute la plus grave crise à laquelle le cyclisme a du faire face, mais elle est une opportunité pour notre sport ».

Nous ne pouvons que nous féliciter de ce jugement et des sanctions prises, mais nous ne pouvons pas tourner la page sans avoir les réponses à toutes les questions posées par cette affaire. Toute la lumière doit être faite sur cette affaire qui concerne le présent comme l'avenir du sport.

Nous savons qu'en 2006, l'agence française de lutte contre le dopage, mise en place par la ministre Marie-George Buffet avait toute compétence pour intervenir sur le territoire et faire cesser ces pratiques. Elle en a été empêchée, tout comme avait été stoppée l'enquête conduite par la gendarmerie française sur un trafic de stupéfiants en provenance d'Italie.

Il est urgent de comprendre pourquoi alors que beaucoup savaient, il a fallu attendre tout ce temps, déconsidérer ce sport, ses pratiquants, affubler cette image récurrente du soupçon envers tout champion professionnel.

Nous savons combien cette magnifique épreuve populaire qu'est le Tour de France compte pour des millions de français qui attendent au changement radical pour que le Tour retrouve toutes ses couleurs pour porter loin et autrement la notoriété de notre pays.

NETANYAHOU A PARIS : LE PCF JUGE CONSTERNANTE ET CHOQUANTE L'ATTITUDE DES PLUS HAUTES AUTORITES FRANCAISES

En décidant de recevoir officiellement Benjamin Netanyahu, François Hollande savait qu'il devait accueillir le Premier ministre d'un État qui bafoue les résolutions de l'ONU, depuis des dizaines d'années, qui spolie le peuple palestinien par la colonisation, qui fait détruire des maisons d'habitation et des cultures, qui entretient un blocus inacceptable contre les Palestiniens de Gaza, qui maintient des milliers de prisonniers de façon illégale et illégitime, qui s'allie à l'extrême droite raciste pour gagner les prochaines élections...

On ne peut pas recevoir avec tous les honneurs un tel chef de gouvernement sans faire preuve, au moins, de quelques exigences politiques, sauf à déconsidérer la voix et le rôle de la France.

François Hollande a pourtant déroulé un tapis rouge diplomatique pour soutenir la politique de Netanyahu ; il a -de fait- renié ses engagements de campagne et son programme. Il a profondément déçu les Palestiniens et toutes celles et ceux qui pensent que la paix est inséparable de la justice et du droit. Il est choquant que les plus hautes autorités françaises ne soient même pas capables de rappeler l'exigence du droit, la nécessité du respect des accords internationaux et les conditions de base d'une paix juste et durable.

Le Parti Communiste Français ne peut que condamner cette évolution consternante.

Il rappelle que les autorités françaises pourraient jouer un rôle positif, que beaucoup d'acteurs attendent d'elles dans le monde, en reconnaissant l'État de Palestine, en agissant pour que l'UE cesse d'importer illégalement les produits des colonies.

La France devrait aussi exiger la libération de Marwan Barghouti et de l'ensemble des prisonniers, et prendre les initiatives nécessaires pour qu'enfin des sanctions internationales soient prises contre Israël jusqu'à ce que cet État en finisse avec l'occupation militaire et la colonisation.

Plan campus : Fioraso tire à vue sur les PPP, mais ne change rien !

Dans l'édition des Échos du 29 octobre, Geneviève Fioraso annonce un changement et une accélération du plan campus sensé répondre au problème de logement pour les étudiants.

Ainsi, les partenariats public-privé, méthode choisie par le précédent gouvernement, sont pointés du doigt pour leur lenteur, leurs coûts beaucoup trop élevés pour le gouvernement.

Si les analyses du ministère sont justes, les actes ne suivent pas. Ainsi, les projets les plus avancés (même si la première pierre n'a pas été posée), seront accélérés en suivant la logique de la droite : c'est le cas du projet Condorcet au nord de Paris. Et là, il ne s'agit de logement social étudiant, mais de faire pousser de terre un campus d'excellence pour les sciences humaines. Quant aux autres projets, silence radio.

Geneviève Fioraso se garde bien de faire des annonces concernant le logement étudiant. Et pour cause. Les engagements de François Hollande de création de 40 000 logements étudiants, vont être durs à réaliser dans le cadre de la politique de rigueur sur les dépenses publiques qui s'annonce.

Pourtant, c'est bel et bien de logements sociaux dont les étudiants ont besoin et pas de partenariats public-privé, qui ne font que ruiner les CROUS et les étudiants au profit des entreprises du bâtiment qui sont au passage exonérées de taxes pour leur prétendue œuvre sociale. Les étudiants communistes réaffirment la nécessité de sortir le logement (et les besoins essentiels des étudiants) des logiques de marché. Pas question que les entreprises privées se gavent sur notre galère !

Marion Guénot

Secrétaire nationale de l'UEC

LE CHANGEMENT POUR LA SANTE

c'est vraiment urgent

Le terrible drame entre Figac et Brive est révélateur des choix politiques des dernières années. Les fermetures d'activités, de service, d'établissements, de maternités conduisent à ces situations inacceptables. C'est dramatique quand la mort est la conséquence de ces choix politiques

Il faut donc vraiment en finir avec la poursuite de la mise en œuvre de la loi « Hôpital, patients, santé, territoires ». Il ne s'agit pas d'envisager une adaptation. C'est sa logique de diminution des dépenses remboursées, de concentration des réponses publiques qu'il faut changer d'urgence.

Il faut donner de nouvelles orientations d'arrêt des fermetures et de réouvertures des services publics aux Directeurs généraux des Agences régionales de la santé dans l'attente de leur remplacement par des structures contrôlées démocratiquement.

La primauté au service public présente dans les discours de la Ministre doit se traduire par ces décisions concrètes sur le terrain. Or nous constatons que les décisions de restructurations, de fermetures se poursuivent, que de nouvelles sont en cours de mise en œuvre. Il faut vraiment arrêter cela.

Dans le même temps, il faut revoir la logique et le fond du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) qui, au delà d'effets d'annonces intéressants, n'est pas sur une logique de rupture avec les précédents. Par exemple, la perspective du remboursement à 100% des IVG est une mesure positive mais qui perd son sens dans le cadre de la poursuite des fermetures des centres IVG... .

En l'état, ce PLFSS (projet de loi de financement de la sécurité sociale) ne nous convient pas, il doit être revu.

Il faut pour renforcer le service public de proximité.

Il faut ré-ouvrir des maternités de proximité.

Au-delà des discours, il faut des actes positifs, il faut renforcer la solidarité et le service public !

Déclaration adoptée par le PCF, le 23/10/2012



AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____